

## Séance 1

### Sujet 1 : L'évolution de la position identitaire de Nicolas Sarkozy

---

**Texte 1** : *Extraits du discours d'investiture de Nicolas Sarkozy, tel que diffusé avant son intervention au congrès de l'UMP, dimanche 14 janvier 2007 en vue de l'élection présidentielle.*

Article du [monde.fr](http://www.lemonde.fr) publié le 15/01/2007

[http://www.lemonde.fr/societe/article/2007/01/15/le-discours-d-investiture-de-nicolas-sarkozy\\_855369\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2007/01/15/le-discours-d-investiture-de-nicolas-sarkozy_855369_3224.html)

“ Mes chers amis,

*Dans ce moment que chacun devine si important pour la France, si important pour l'avenir de chacune de vos familles, si important pour moi, plus que n'importe quel autre sentiment, ce qui m'étreint surtout c'est une émotion profonde. Cette émotion, j'aurais pu essayer de la qualifier, j'aurais pu l'exprimer dans un mot, j'aurais pu vous dire merci mais ce merci n'aurait pas été à la hauteur de ce que j'éprouve en cet instant. Il y a des sentiments qui sont si forts qu'il n'y a pas de mot assez grand pour les dire. Il y a des sentiments qui se ressentent tellement qu'on n'a pas besoin de les nommer.*

*Cette émotion qui me submerge au moment où je vous parle, je vous demande de la recevoir simplement comme un témoignage de ma sincérité, de ma vérité, de mon amitié.*

(...)

*A cet instant où pour moi tout change, je ne peux m'empêcher de penser à ceux qui m'ont fait rêver d'une autre destinée, d'une vie plus grande, d'un avenir plus passionnant. Ils ont été pour moi une source de réflexion, d'espérance, et même parfois de confiance.*

*Eux, ce sont les héros de la Résistance et de la France Libre, ces hommes avec lesquels j'ai fait mes premiers pas en politique, ces hommes qui venaient d'une époque où la politique s'était confondue avec le patriotisme et l'épopée. Ils avaient maintenu l'honneur de la France. Ils l'avaient reconstruite, ils l'avaient réconciliée avec l'Allemagne. Ils avaient fait l'Europe, fondé la Vème République. Ils avaient toujours été en avance sur leur temps.*

*Ces hommes furent grands dans la guerre comme dans la paix. Ils avaient toujours fait ce qu'ils devaient faire.*

*Je veux rendre hommage à Jacques Chaban-Delmas, général de la résistance à 29 ans, au rêve si beau, si prémonitoire, de la Nouvelle Société. Son dernier grand combat politique fut pour moi le premier. J'avais 17 ans et l'impression de partir à la guerre. C'était la fin d'une époque, celle où le gaullisme ne pouvait plus appartenir à un parti.*

*Je veux rendre hommage à Achille Peretti, grand résistant, qui me confia mon premier mandat de conseiller municipal. Comme je veux dire mon amitié à Edouard Balladur qui m'a fait confiance en me donnant mes premières responsabilités ministérielles alors que j'étais si jeune encore. Je veux dire mon respect à Jacques CHIRAC qui en 1975 à Nice m'a offert mon premier discours.*

*Ils m'ont enseigné, à moi petit Français au sang mêlé, l'amour de la France et la fierté d'être français. Cet amour n'a jamais faibli et cette fierté ne m'a jamais quittée. Longtemps ce sont des choses que j'ai tues.*

(...)

*Ma France, c'est une nation ouverte, accueillante, c'est la patrie des droits de l'homme. C'est elle qui m'a fait ce que je suis. J'aime passionnément le pays qui m'a vu naître. Je n'accepte pas de le voir dénigrer. Je n'accepte pas qu'on veuille habiter en France sans respecter et sans aimer la France. Je n'accepte pas qu'on veuille s'installer en France sans se donner la peine de parler et d'écrire le Français.*

(...)

*Je veux être le Président d'une France qui ira dire aux Européens : " nous ne pouvons pas continuer à tourner le dos à la Méditerranée, car autour de cette mer où depuis deux mille ans la raison et la foi dialoguent et s'affrontent, sur ces rivages où l'on a mis pour la première fois l'homme au centre de l'univers, se joue une fois encore une part essentielle de notre destin. Là nous pouvons tout gagner ou tout perdre. Nous pouvons avoir la paix ou la guerre, la meilleure part de la civilisation mondiale ou le fanatisme, le dialogue des cultures ou l'intolérance et le racisme, la prospérité ou la misère, le développement durable ou la pire des catastrophes écologiques. "*

*Je veux être le Président d'une France qui dira à tous les pays de la Méditerranée : " sommes-nous condamnés indéfiniment à la vengeance et à la haine ? Rien ne doit être oublié, mais il nous appartient à tous de forger ici, dans le creuset des siècles et des civilisations, le destin commun de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique, dans une relation d'égalité et de fraternité. " Je veux être le Président d'une France qui proposera d'unir la Méditerranée comme elle a proposé jadis d'unir l'Europe, et qui inscrira dans la perspective de cette unité les relations de l'Europe et de la Turquie, ses liens avec le monde arabe, la recherche d'une issue au conflit israélo-palestinien, mais aussi l'immigration choisie, le codéveloppement, la maîtrise du libre-échange et la défense de la diversité culturelle.*

*Je veux être le Président d'une France qui dira aux Européens et aux Africains : " dans un monde où se dessinent de vastes stratégies continentales qui enjambent les hémisphères, il est vital pour l'Europe d'imaginer une stratégie euro-africaine dont la Méditerranée sera fatalement le pivot « .*

(...)

*Je veux être le Président d'une France qui aura compris que la création demain sera dans le mélange, dans l'ouverture, dans la rencontre. Qu'elle sera dans le croisement des regards, la fécondation réciproque des cultures, des techniques et des savoirs, qu'elle jaillira de la rencontre de l'artiste, du savant, de l'ingénieur, de l'entrepreneur, au croisement de la communication, de l'économie, des sciences, de toutes les formes d'art et de pensée, de travail, d'innovation.*

(...)

*Je veux être le président d'une France qui ne s'enfermera pas dans son histoire pour échapper à l'avenir, qui ne sera pas un musée, mais qui saura s'adosser à son histoire pour s'élancer vers le futur.*

*Mes amis, la tâche est immense. Mais elle en vaut la peine.*

*(...)*

*Je demande à vous tous de comprendre que je ne serai pas que le candidat de l'UMP, qu'au moment même où vous m'avez choisi je dois me tourner vers tous les Français, quels que soient leur parcours, qu'ils soient de droite ou de gauche, de métropole ou d'Outre Mer, qu'ils vivent en France ou à l'étranger, que la France les ait ou non déçus pourvu qu'il l'aiment. Que je dois les rassembler, que je dois les convaincre qu'ensemble tout deviendra possible ! Tout deviendra possible pour la France, Tout deviendra possible si vous le voulez, Tout deviendra possible si vous le décidez.*

*Vive la République, Vive la France. ”*

## **Texte 2 : Meeting de Villepinte: Nicolas Sarkozy séduit son camp avec un discours résolument à droite**

Article de [RFI.fr](http://www.rfi.fr) publié le 11/03/2012

<http://www.rfi.fr/france/20120311-meeting-villepinte-sarkozy-seduit-camp-discours-droite-presidentielle-2012-immigration>

Démonstration de force réussie pour Nicolas Sarkozy ce dimanche 11 mars 2012. Il a été longuement acclamé par plus de 50 000 militants réunis à Villepinte, près de Paris, pour son grand meeting de campagne à un peu plus d'un mois du premier tour de la présidentielle. Le président-candidat a défendu sa vision de la France et de l'Europe et annoncé - dans un discours résolument à droite - la nécessité de reformer les accords de Schengen pour lutter contre l'immigration clandestine.

Une arrivée de *rock star* pour Nicolas Sarkozy, fendant la foule, serrant des mains pour se rendre à la tribune. Il y a cinq ans, il avait juré qu'il avait changé. Aujourd'hui, il assure qu'il a appris : « *Pendant cinq ans j'ai tout donné à la France mais, à vous mes amis, je peux le dire : je n'ai rien perdu de mon envie d'agir* ».

La grande affaire du candidat Sarkozy, c'est de juguler l'immigration illégale. Il a déjà proposé de la réduire par deux. A Villepinte, c'est Schengen et les accords de libre circulation qu'il propose de durcir : « *Il faut mettre en œuvre pour Schengen une réforme aussi structurelle que celle que nous venons de mettre en œuvre pour l'euro. On ne peut pas laisser la gestion des flux migratoires entre les seules mains des technocrates et des tribunaux* ».

Cette annonce sera finalement la seule de ce mega-meeting de Villepinte souvent interrompu par les cris de soutien de ses militants. Nicolas Sarkozy affirme sa détermination à agir sur le front de l'immigration en taclant par avance les critiques de l'opposition. « *Bien sûr, ce que j'ai dit devant vous va être critiqué. Je vais être attaqué mais je m'en moque parce que j'ai dit la vérité* », a-t-il déclaré.

Un discours résolument à droite. Sans surprise, c'est sa famille politique que Nicolas Sarkozy tenait aujourd'hui à rassurer et à convaincre. Elle est requinquée alors qu'elle s'inquiétait tant du retard de son candidat dans les sondages. Cela va-t-il lui permettre pour autant de reprendre la main face au favori, François Hollande ? Il est beaucoup trop tôt pour le dire.

### **Extraits du discours.**

*“Les accords de Schengen doivent être révisés. Il faut mettre en oeuvre une réforme aussi structurelle que celle que nous avons mis en oeuvre pour l'euro. [...] On ne peut pas laisser la gestion des flux migratoires entre les seules mains des technocrates et des tribunaux. [...] Les décisions d'entrées sur notre territoire doivent être l'expression d'une volonté politique décidée par la souveraineté nationale. Il faut un gouvernement politique de Schengen, Il faut une discipline commune dans les contrôles aux frontières. Il y'a urgence!*”

**Texte 3 : Pour Nicolas Sarkozy, «dès que l'on devient Français, nos ancêtres sont Gaulois»**

Article du [figaro.fr](http://www.lefigaro.fr) publié le 19/09/2016

<http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2016/09/19/25001-20160919ARTFIG00393-pour-nicolas-sarkozy-des-que-l-on-devient-francais-nos-ancetres-sont-gaulois.php>

**LE SCAN POLITIQUE - En campagne pour la primaire Les Républicains, l'ancien chef de l'État a tenu un discours depuis Franconville, dans le Val-d'Oise, dans lequel il promet d'être le président de «la communauté nationale» contre la «tyrannie des minorités».**

Nicolas Sarkozy, candidat à la primaire Les Républicains, s'est fendu d'une phrase qui risque de faire du bruit. Lors d'un meeting à Franconville, dans le Val-d'Oise, ce lundi, l'ancien chef de l'État a affirmé qu'à partir du moment où l'on devient Français, «l'on vit comme un Français et nos ancêtres sont les Gaulois».

L'ex-président de la République a également dénoncé «l'islam extrémiste et politique», dont le but est de «provoquer la République», lors d'une réunion publique. Promettant de mener «une guerre impitoyable» au terrorisme islamiste, Nicolas Sarkozy a promis qu'il serait, s'il est élu, «le président de l'action», et a ajouté qu'il n'acceptait pas «les 238 morts», victimes des attentats depuis janvier 2015. «Je n'accepterai pas les comportements moyenâgeux qui veulent qu'un homme se baigne en maillot de bain, quand les femmes sont enfermées» dans des burkinis, a-t-il également affirmé.

Dénonçant à nouveau «la tyrannie des minorités», il a assuré que s'il gagnait en 2017, il serait «le président de la communauté nationale car en France, la seule communauté qui vaille est la communauté française». «Si l'on veut devenir français, on parle français, on vit comme un Français. Nous ne nous contenterons plus d'une intégration qui ne marche plus, nous exigerons l'assimilation. Dès que vous devenez français, vos ancêtres sont gaulois. J'aime la France, j'apprends l'histoire de France, je vis comme un Français», doit se dire celui qui devient français, a-t-il ajouté.

**«Le porte-parole de la majorité silencieuse»**

«La situation de la France est grave. C'est un combat extraordinairement difficile. Nous avons à combattre la gauche, qui fera de moi son adversaire habituel, nous avons à combattre l'extrême droite qui fera de moi son adversaire privilégié. Elle a compris que j'étais le plus dangereux», a-t-il également déclaré. Selon lui, il faut donc «combattre la pensée unique dans ce qu'elle a de plus insupportable (...) Si on dit que l'islam pose un problème d'intégration, comme à l'époque, les catholiques ont posé un problème à la République, on est islamophobe. C'est insupportable. Si on dit qu'on ne peut plus continuer avec l'immigration (...) alors on est traité de raciste. C'est insupportable».

«Quand on dit qu'on n'est pas de gauche, on se demande si vous avez un cœur qui bat. Si vous avez des questions à me poser, France Télévisions, posez-les!», a-t-il ironisé, faisant allusion à L'Émission politique, sur France 2, dont il a été le premier invité jeudi. «Je veux être le porte-parole de la majorité silencieuse», a-t-il ajouté, sous les applaudissements du public.

## Sujet 2 : Les programmes économiques de la droite.

---

### **Texte 1** : *Candidats de la primaire à droite: le jeu des 7 différences économiques*

*Par Alexandre Sulzer, L'Express publié le 28/09/2016*

Les six prétendants des Républicains à la primaire de la droite ont présenté mardi leurs programmes économiques devant des entrepreneurs. Des idées libérales sensiblement similaires. Mais pas complètement.

Tous les candidats clament leur amour des entrepreneurs et affichent un programme d'inspiration franchement libérale. Baisse des charges, libéralisation du droit du travail, révolution de la représentation syndicale: des axes communs se dessinent. A quelques nuances près.

#### **Baisse des charges sur les entreprises**

C'est LE sujet sur lequel il n'y a aucun débat possible à droite. Tous les candidats veulent baisser les charges des entreprises. Ils diffèrent ensuite sur le montant et sur la "compensation". Nicolas Sarkozy propose notamment un contre-choc fiscal aux Français en réduisant dès 2017 l'impôt sur le revenu de 10 %, et aux entreprises en doublant le CICE pour le porter à 34 milliards d'euros sur les bas salaires jusqu'à 1,6 Smic permet de rétablir "la compétitivité pour des pans entiers de notre économie". Hors de question pour autant pour l'ancien président de la République d'augmenter la TVA ou tout autre impôt.

Au contraire, son rival Alain Juppé suggère d'augmenter la TVA d'un point pour palier la baisse de 8 milliards d'euros de cotisations familiales (qui font partie des cotisations patronales). Quant à François Fillon, il propose de mettre en œuvre la TVA sociale en augmentant de 3,5 points le taux normal de TVA contre une baisse massive des cotisations des entreprises.

#### **Budget de l'Etat**

Les candidats veulent faire baisser la dépense publique pour, comme le dit Jean-François Copé, "recentrer l'Etat sur son coeur de métier", à savoir le régalien. En revanche, ils divergent sur les recettes. Nicolas Sarkozy fixe à 100 milliards l'objectif d'économies tandis qu'Alain Juppé table sur 85 à 100 milliards et que François Fillon affiche un objectif de 110 milliards.

Pour Nicolas Sarkozy, une "seule stratégie économique" est possible: "diminuer les dépenses publiques et les impôts simultanément". Car l'ancien chef de l'Etat "ne croit pas à la possibilité de baisser les impôts sur les entreprises sans le faire sur les ménages", lesquels sont aussi, via les emplois familiaux, "des employeurs".

"C'est Noël bientôt, on va pouvoir faire plein de cadeaux. Moi, j'ai un cadrage", met en garde Alain Juppé. L'ancien Premier ministre n'entend pas, lui, creuser même provisoirement la dette. "Le déficit, ce n'est pas pour Bruxelles, c'est pour mes enfants", prend soin de préciser le maire de Bordeaux qui estime "réaliste" de "faire 80 à 100 milliards d'économies".

Tous s'accordent en revanche à réformer la fonction publique. L'ex-chef de l'État compte supprimer 300.000 postes sur cinq ans comme le prévoit Alain Juppé, un chiffre moins ambitieux que celui de François Fillon (600.000).

La dégressivité des allocations chômage dans le temps a la cote à droite. Nicolas Sarkozy, lui aussi, s'y est mis en proposant de réduire les allocations de 20% au bout d'un an et de 20% supplémentaires au bout de 18 mois.

### **Suppression de l'ISF**

C'est facile. Ils sont tous pour... sauf NKM. Ils dénoncent un impôt jugé inefficace car les vraies grandes fortunes y échappent et néfaste car il fait fuir les entrepreneurs. Juppé, Sarkozy, Le Maire et Fillon sont également d'accord pour alléger la pression fiscale sur les ménages et les entreprises, dénonçant le «matraquage fiscal» du quinquennat Hollande, mais divergent sur la méthode et le rythme à adopter.

### **Dialogue social**

L'ensemble des candidats regrettent que la loi El Khomri ne soit pas allée assez loin. Qu'il s'agisse de la primauté de l'accord d'entreprise sur l'accord de branche ou de la représentation syndicale dans l'entreprise, ils sont d'accord pour réformer en profondeur le dialogue social.

Nicolas Sarkozy souhaite "supprimer le monopoles des syndicats aux élections professionnelles" afin que chaque salarié soit libre de se présenter au premier tour des élections professionnelles.

"La CGT signe 84% des accords d'entreprises", rétorque Alain Juppé pour qui "on a besoin de syndicats représentatifs, pas que des syndicats d'entreprises".

### **Temps et contrat de travail**

Les quatre candidats en tête des sondages pour la primaire de la droite veulent tous assouplir le droit du travail, sortir des 35 heures, laisser les entreprises choisir par accord leur durée du travail ou relever l'âge de départ à la retraite mais pas forcément de la même façon.

En pointe sur le sujet, François Fillon ne veut rien de moins que "supprimer la durée légale du travail" et "la remplacer par une négociation libre dans l'entreprise". Dans la fonction publique, l'ancien Premier ministre propose le "passage à 39h pour l'ensemble des personnels" là où Nicolas Sarkozy évoque "37 heures payées 37 heures".

Tandis qu'Alain Juppé n'est "pas sûr que ce soit une bonne idée" de créer un contrat unique.

L'ancien Premier ministre préfère se contenter d'introduire des motifs de licenciement dans les CDI.

Nicolas Sarkozy, Alain Juppé et François Fillon souhaitent tous les trois reporter l'âge légal du départ à la retraite à 64 ans pour Sarkozy et 65 ans pour Juppé et Fillon.

En résumé, les candidats à la primaire se rejoignent sur bien des sujets :

- alignement des régimes privés et publics de retraite
- suppression des régimes spéciaux
- suppression des 35 heures
- baisse de la fiscalité du capital
- dégressivité des allocations chômage
- allègement du coût du travail
- rétablissement d'un ou de deux jours de carence des fonctionnaires
- création d'une allocation sociale unique pour fusionner les aides sociales (et les diminuer)

**Texte 2 : Primaire à droite : comparez les programmes économiques**

*Le Figaro, Marine Rabreau publié le 22/02/2016, mis à jour le 21/09/2016*

	<b>Juppé</b>	<b>Sarkozy</b>	<b>Fillon</b>
<b>Assurance chômage</b>	Rendre les allocations chômage dégressives à partir de 12 mois.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rendre les allocations chômage dégressives à partir de 12 mois</li> <li>- Arrêter le versement d'allocation aux chômeurs qui refusent un emploi et conditionner le versement du RSA à l'exercice d'une activité au service de la communauté.</li> </ul>	<p>Rendre les allocations chômage dégressives.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation professionnelle obligatoire pour les chômeurs de moyenne et de longue durée.</li> </ul>
<b>Temps de travail et code du travail</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un "CDI sécurisé" avec des motifs de licenciement prédéfinis dans le contrat de travail.</li> <li>- Passer la durée légale à 39 heures sauf pour les entreprises qui, par accord, souhaiteront rester à un niveau inférieur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recentrer le code du travail sur des droits fondamentaux et négocier les autres droits au niveau de l'entreprise.</li> <li>- 35 heures : négocier le temps de travail au niveau de l'entreprise.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recentrer le code du travail sur des droits fondamentaux et négocier les autres droits au niveau de l'entreprise.</li> <li>- 35 heures : négocier le temps de travail au niveau de l'entreprise.</li> </ul>
<b>Dépenses publiques</b>	<p>Réaliser entre 85 et 100 milliards d'euros d'économies en 5 ans. L'État y participera pour 30 milliards d'euros, le reste concernera la Sécurité sociale et les collectivités locales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les dépenses publiques à 50% du PIB d'ici 2022.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les dépenses publiques à 50% du PIB et inscrire ce plafond dans la Constitution.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser 110 milliards d'euros d'économies en 5 ans.</li> <li>- Inscrire la règle d'or de l'équilibre budgétaire dans la Constitution.</li> </ul>

	Juppé	Sarkozy	Fillon
<b>Fiscalité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supprimer l'ISF.</li> <li>- Réaliser 28 milliards d'euros de baisse des prélèvements obligatoires, ciblée principalement sur les entreprises.</li> <li>- Transformer dès 2018 le CICE (Crédit impôt compétitivité emploi en une baisse de charges pérenne.</li> <li>- Appliquer un taux zéro de charges sur le smic.</li> <li>- Ramener le taux de l'impôt sur les sociétés à 30% d'ici 2022 (contre 38% actuellement).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supprimer l'ISF.</li> <li>- Rétablir les heures supplémentaires défiscalisées.</li> <li>- Supprimer des charges patronales pour 7,2 milliards d'euros et des charges salariales pour 4 milliards.</li> <li>- Instaurer le "zéro charge" pour le smic.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supprimer l'ISF.</li> <li>- Réduire de 50 milliards d'euros les impôts sur le revenu.</li> <li>- Réduire les charges et impôts sur les entreprises, par une hausse de 3,5% les deux taux supérieurs de la TVA.</li> <li>- Réduire de 50 milliards d'euros de prélèvements sur les entreprises.</li> <li>- Interdire la création ou la modification des prélèvements fiscaux en dehors des lois de finances.</li> </ul>
<b>Retraites</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Relever l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Relever l'âge l'égal de départ à la retraite à 63 ans dès 2020 et 64 ans dès 2025.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reporter l'âge légal de départ de la retraite à 65 ans.</li> <li>- Mettre en place un étage de retraites par capitalisation.</li> </ul>
<b>Fonctionnaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réduire de 250.000 à 300.000 le nombre de fonctionnaires (hors Éducation, Police, Justice et Défense).</li> <li>- Augmenter le temps de travail pour compenser la baisse des effectifs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Relever la durée de travail de 35h à 37h par semaine (payées 37) et de 37h à 39h pour les volontaires.</li> <li>- Revenir à la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.</li> <li>- Stopper le statut systématique des fonctionnaires à vie.</li> <li>- Créer un nouveau contrat de cinq ans dans la fonction publique (sauf policiers et enseignants).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Simplifier les conditions de recrutement des contractuels.</li> <li>- Relever la durée de travail de 35 à 39 heures par semaine.</li> <li>- Réduire les recrutements sous statut de la fonction publique.</li> <li>- Revaloriser les salaires, en prenant en compte le mérite.</li> </ul>

### **Texte 3 : La droite explose les codes du travail**

*Libération, Alain Auffray, 11 mai 2016 à 20:51*

Temps de travail à rallonge, licenciement facilité, syndicats court-circuités... De Juppé à Sarkozy, les candidats à la primaire à droite vont bien plus loin que la loi El Khomri, déjà contestée par la majorité des Français.

#### **La droite explose les codes du travail**

Les manifestants mobilisés contre la loi El Khomri ne se privent pas de le souligner : plus de 70 % des Français sont hostiles à cette réforme, accusée de faire la part trop belle aux entreprises au détriment des salariés. Mais, dans le même temps, il y aurait, selon les sondeurs, au moins sept chances sur dix pour qu'un président de droite soit élu le 7 mai 2017. Or, qu'il se nomme Juppé, Sarkozy, Fillon ou Le Maire, ce futur chef de l'Etat s'est déjà engagé pour une réforme du travail à côté de laquelle la malheureuse loi El Khomri n'est qu'une aimable plaisanterie.

#### **«brise-glace»**

Comment croire qu'une telle potion pourra être acceptée par des électeurs qui semblent donner raison aux frondeurs de la gauche ? C'est tout le paradoxe de la situation politique actuelle. Paradoxe lourd de menaces que les leaders de la droite balaient d'un revers de main.

A les entendre, les Français seraient enfin «mûrs» pour le vrai changement. Fillon a été le premier à théoriser cette idée. Il martèle que la France de 2016 ne peut être comparée qu'à celle de 1958, que les Français seraient «en attente d'un projet puissant et crédible».

Parti en campagne dès 2013, avant tous les autres, l'ancien Premier ministre est aussi le plus radical. L'un des compétiteurs s'en félicitait mardi dans le Monde. Fillon aurait joué le rôle de «brise-glace» libéral, ouvrant la voie à une surenchère décomplexée.

Pour Alain Juppé, «la réussite» est une question de «sérieux» : «C'est parce qu'on parle clairement aux électeurs que l'on peut recevoir d'eux un mandat clair.» Son objectif ? «Faire de l'élection présidentielle un référendum sur mon programme.» Les patrons, petits et grands, ont adoré ce déluge de promesses alléchantes : suppression de l'ISF, moins de normes et de bureaucratie, pas d'indemnités pour les chômeurs en cas de recherche jugée insuffisante d'emploi, pas plus de deux mandats consécutifs pour les représentants syndicaux, sélection à l'université, etc. Jérôme Jaffré, directeur du Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique, met en garde ceux qui soutiennent que les électeurs seraient mûrs pour un électrochoc libéral. «Ils risquent de tomber de haut», prévient-il. Car les candidats à la primaire s'adressent à un électorat non représentatif de celui de la droite. Dans une étude récente parue dans le Figaro, Jaffré a mis en évidence une surreprésentation des retraités et des catégories aisées parmi les quelque

3 millions de personnes qui vont élire en novembre le candidat de la droite et du centre pour 2017.

### **Opportunité**

Or, vu l'état de la gauche, il devient très probable que ce dernier sera le futur président de la République. Là encore, François Fillon a été le premier à pointer cette opportunité historique : «La primaire donne l'occasion d'un débat de fond, pour choisir ce qu'il faut pour la France». Il est vrai, les classes populaires et les fonctionnaires ne pèsent pas grand-chose dans l'électorat de la primaire. De tous les candidats de droite, Nicolas Sarkozy est en fait le seul qui ne vise pas exclusivement cette cible. Plus nuancé sur l'allongement du temps de travail, il refuse la hausse de la TVA pour ne pas toucher au pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires. Mais cette stratégie classique de premier tour fait l'impasse sur l'élection primaire qui menace, dans six mois, de lui barrer la route de l'Élysée. On comprend mieux, dès lors, la soudaine fébrilité de Nicolas Sarkozy, qui a récemment remis en cause certaines conditions d'organisation de la primaire. Au risque d'un clash majeur au sommet de la droite.

## 3e sujet : Nuancer les propositions de la droite

---

### **Texte 1 :**

*Libération, Thomas Chemin, 16 septembre 2016*

#### **L'état providence en fin de contrat ?**

Où en est le modèle social français, datant des Trente Glorieuses et mis à mal au fil des crises et au gré du chômage galopant ? Retraite, allocations familiales, assurance maladie... Revue de détail.

L'Etat-providence est en crise. En résultent des difficultés chroniques de financement qui amènent les gouvernements, de gauche comme de droite, à réduire la voilure de la Sécurité sociale.

#### **Retraite : une équation difficile**

Le triomphe de la société industrielle à la fin du XIXe siècle a amené à s'interroger sur le devenir de l'ouvrier qui n'avait plus la force de travailler. Afin de ne pas les abandonner, sont créées en 1910 les «retraites ouvrières et paysannes» par capitalisation et à adhésion obligatoire.

En 1945, l'application du programme du Conseil national de la Résistance aboutit à la création du régime général de la Sécurité sociale pour tous les salariés du privé. Le principe de répartition est adopté : les cotisations prélevées sur les salaires des actifs servent à payer les pensions des retraités.

Pérenne en période de plein-emploi et de natalité positive, le système de répartition se grippe dans un contexte de chômage persistant. D'où le nombre croissant de trimestres de travail nécessaires pour bénéficier d'une retraite à taux plein. Pour l'obtenir, il faut désormais avoir cotisé au moins 43 années pour les salariés nés à partir de 1973.

L'âge minimal de départ pour la retraite est désormais de 62 ans (pour les personnes nées à partir du 1er janvier 1955). La réforme de 2012 permet un départ en retraite anticipée à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler jeune ou dans des conditions difficiles.

#### **Des «sursalaires» aux allocations familiales**

Comme de nombreuses aides publiques, les allocations familiales ont été créées pour épauler le prolétariat ouvrier, un objectif auquel s'ajoutera une politique nataliste. Les premières «allocations familiales», en 1932, sont apparues comme un supplément de salaire destiné aux ouvriers et salariés en charge d'une famille. Dans les années qui suivront, les allocations familiales ne seront plus liées aux entreprises et aux salaires. Versées quel que soit le revenu, elles augmentent selon la taille de la famille. En 1945, les allocations familiales sont intégrées à la Sécurité

té sociale nouvellement créée. Le quotient familial est aussi mis en place afin de favoriser les couples avec enfants.

Les déficits devenant structurels, en 1995, le Premier ministre d'alors, Alain Juppé, envisage le gel des prestations pour l'année en 1996, l'imposition des allocations familiales et surtout le versement des allocations familiales sous condition de revenus. Cette question sera reprise en 1997 par Lionel Jospin, mais c'est en 2014 que l'universalité des allocations familiales sera définitivement mise à mal : à partir du 15 juillet 2015, les allocations familiales seront divisées par deux pour les parents de deux enfants gagnant plus de 6 000 euros par mois.

### **La place des mutuelles dans l'assurance maladie**

La première Assurance maladie voit le jour en 1928. Fusionnée avec les autres assurances sociales au sein de la Sécurité sociale en 1945, son objectif est alors d'assurer l'égalité d'accès aux soins, la qualité des soins et la solidarité.

La volonté d'offrir au plus grand nombre la meilleure protection santé conduit le gouvernement de Lionel Jospin à créer la couverture maladie universelle. La CMU assure à toutes personnes résidant en France depuis plus de trois mois une prise en charge de ses soins. Les difficultés de financement chroniques de l'assurance maladie ont conduit l'Etat à rendre les mutuelles de santé obligatoires.

## **Texte 2 : Quand les inégalités torpillent la croissance**

Les Echos, Jean-Marc Vittori, 11/03/2014

Aux yeux des économistes, les inégalités ont longtemps été la contrepartie inévitable de la croissance. Ils découvrent aujourd'hui qu'elles peuvent devenir un fardeau. Reste à savoir comment les réduire efficacement.

Et si Corrado Gini était l'homme de l'année ? Ce pionnier de la statistique inventa, il y a exactement un siècle, un indicateur d'inégalité : le coefficient de Gini. Trois économistes du FMI ont publié une note retentissante sur le sujet le mois dernier, truffée de coefficients de Gini - on y reviendra.

Les inégalités sont bien sûr, ou devraient être, au cœur du débat politique. Mais elles avaient pratiquement disparu du débat économique, où les acteurs ont longtemps été, conformément au mot de Keynes, « les esclaves de quelque économiste passé ». L'économiste s'appelait en l'occurrence Arthur Okun, disparu en 1980. Pour lui, les mesures de lutte contre les inégalités pèsent inévitablement sur la croissance; il faut donc choisir entre égalité et efficacité.

Dès lors, les inégalités prospérèrent sans que personne y trouvât à redire, à l'exception de quelques chercheurs parfois réputés comme Amartya Sen ou Joseph Stiglitz. Depuis les années 1980, les inégalités des revenus au sein de chaque pays, riche ou pauvre, ont explosé alors qu'elles ont baissé entre les pays. Même dans une France historiquement très attachée à la notion d'égalité, les gouvernants socialistes du début des années 1990 estimaient que les écarts de revenu pouvaient s'envoler à condition qu'il y ait des filets de protection pour les plus démunis.

La contestation est venue d'abord de la périphérie. Des économistes qui avaient eu l'idée étrange de travailler sur le bonheur, ont montré que le bien-être dépendait non seulement du niveau de revenu, mais aussi de la comparaison avec le niveau de vie des autres. Autrement dit, les inégalités agissent directement sur le bonheur.

Des chercheurs plus proches du courant central de la macroéconomie ont ensuite prouvé que de fortes inégalités pesaient sur l'éducation et la santé, pénalisant ainsi la croissance future.

Le FMI, lui, a publié des premiers travaux sur le lien entre inégalités et endettement en 2010. Dans une note du mois dernier, trois de ses chercheurs, Jonathan Ostry, Andrew Berg et Charalambos Tsangarides, démontent l'édifice d'Okun avec des résultats empiriques, obtenus en tra-

vaillant sur les coefficients de Gini pour les revenus dans 150 pays sur un demi-siècle - coefficients avant et après redistribution (prélèvements d'impôt et versement de prestations sociales). Ils concluent que « la redistribution semble généralement exercer des effets bénins sur la croissance " sauf dans les cas extrêmes. Et, surtout, qu' « une moindre inégalité nette [après redistribution] est solidement corrélée avec une croissance plus rapide et plus durable ".

Il peut donc être économiquement efficace de lutter socialement contre l'inégalité. C'est une idée précieuse pour les gouvernants de gauche. Le président américain, Barack Obama, s'en est emparé lors de son discours sur l'état de l'Union en janvier, en proposant une forte augmentation du salaire minimum.

## 4e sujet, optionnel : La primaire de la gauche

---

**Texte 1** : *Primaire de la gauche : comment ça marche ?*

*France 3, publié le 02/10/2016*

La primaire de la gauche aura lieu les dimanches 22 et 29 janvier 2017 pour désigner le candidat à l'élection présidentielle, d'ici là, les candidats devront respecter un calendrier précis. Le calendrier a été précisé par le parlement du parti ce dimanche 2 octobre. Les candidats devront déposer leur candidature entre le 1er et le 15 décembre 2016. Un calendrier sur mesure pour François Hollande, qui rendra sa décision de participer ou non à la présidentielle aux alentours du 15 décembre...

### **Un scrutin sous le patronage d'une haute autorité**

Une "Haute autorité des primaires citoyennes" est mise en place pour veiller "à la régularité de la désignation du (de la) candidat(e)". Elle est formée des 15 membres de la "Haute autorité d'Éthique" du PS présidée par le professeur de droit Thomas Clay. Elle "pourra être complétée par des personnalités proposées par les partis co--organiseurs (de la primaire, ndlr) : Union des Démocrates et des Ecologistes, Front Démocrate et le Parti Ecologiste."

### **Quelles sont les conditions pour participer ?**

Pour se présenter, les candidats devront réunir un certain nombre de parrainages représentant :

soit "5% des membres titulaires du Conseil national (15)

soit 5% des parlementaires socialistes (19)

soit 5% des conseillers régionaux et départementaux socialistes représentant au moins 4 régions et 10 départements (66)

soit 5% des maires socialistes de villes de plus de 10 000 habitants représentant au moins 4 régions et 10 départements (10)".

Les candidats devront aussi signer une "charte d'éthique qui fixe les règles de conduite durant la campagne et la déclaration d'engagement qui porte sur le rassemblement des candidat(e)s à l'issue du scrutin".

La primaire est par ailleurs largement ouverte puisque peuvent voter, tous les Français inscrits sur les listes électorales, les mineurs qui seront en âge de voter en mai 2017 pour l'élection présidentielle et les adhérents étrangers.

**Texte 2 : Jean-Luc Mélenchon: «La primaire est une machine à enterrer les questions de fond»**

*Médiapart, Lénaïg Bredoux, 6 février 2016*

*Vous refusez aussi de participer à une quelconque primaire à gauche. Pourquoi ?*

La primaire est une machine à enterrer les questions de fond. Si jamais François Hollande, se présente et perd cette primaire, il devrait faire campagne pour moi ? Jamais ! L'inverse n'est pas davantage envisageable. Si j'ai rassemblé 4 millions de voix en 2012, ce n'était pas sur ma bonne mine. C'était une question de programme et de convictions ! Il y a deux camps, je refuse de faire semblant de ne pas le savoir. C'est une question de sincérité et de loyauté.

Ma situation est singulière : si je ne me souciais que de moi, quoi de plus confortable que de virevolter avec le vent qui passe ! Mais rendez-vous compte du trouble que je créerais. Il y a des gens qui comptent sur moi. Sur ce qu'ils m'ont vu faire depuis 2012, refuser tous les compromis et les arrangements. Et tout à coup, j'accepterais de participer à quelque chose dont on ne connaît ni les contours, ni les méthodes d'arbitrage et en acceptant l'idée de devoir voter pour un vainqueur qui recommencerait la politique que nous venons de subir ?

*Les partisans de la primaire disent que c'est justement pour avoir un candidat de gauche au second tour, et le candidat le plus à gauche possible...*

À la primaire, les votes iront vers le candidat qui semblera le plus à même d'arriver au second tour, en embarquant une partie des voix de la droite – c'est exactement la politique de Manuel Valls ! C'est le PMU : c'est jouer le mieux placé. Et qui va décider de qui est le mieux placé ? Les sondages. Telle est notre époque. Merci, on a déjà donné.

**Texte 3 : Primaire de toute la gauche: pour Cambadélis, "c'est un peu tard"**

*BFM TV, publié le 12/09/2016*

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du parti socialiste, a assuré lundi qu'il "ne croi(yait) pas trop" à une primaire de toute la gauche arguant que c'était "un peu tard".

Il a en outre rappelé qu'il y avait toujours "une partie de la gauche qui estime qu'on ne peut pas faire une primaire avec l'autre partie de la gauche", en référence notamment à la position des communistes réaffirmée pendant la Fête de l'Humanité ce weekend. "Je le regrette", a-t-il dit.

"En janvier, j'ai déjà dit que j'étais personnellement(...) pour une primaire de Macron à Mélenchon. Entre temps, Macron est parti dans d'autres rivages, Mélenchon a refusé, le parti communiste veut une primaire des anti-gouvernementaux, les écologistes ont fait leur propre primaire donc il ne reste plus au Parti socialiste qu'à organiser la primaire de la gauche de gouvernement, c'est ce que nous faisons", s'est-il défendu.

"Moi je tends la main à toute la gauche parce que si la gauche n'est pas unie, nous ne serons pas présent au second tour. Nous serons éliminés et ça durera longtemps (...)", a prédit le patron des socialistes qui avait pris la décision en début d'année de prendre part aux discussions sur une primaire de toute la gauche.